

FO4ACP

Farmers' Organizations for
Africa, Caribbean and Pacific



Panafrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

RAPPORT : ÉVÈNEMENT GLOBAL DE GESTION DE CONNAISSANCE DE FO4ACP



**Organisations paysannes d'Afrique,
des Caraïbes et du Pacifique - FO4ACP
(FO4ACP)**

"Partager les connaissances qui nous rendent plus forts"



16 - 18 Mai 2023
KIGALI RWANDA

CONTENU

I. Introduction.....	3
II. Ouverture officielle.....	3
III. Sessions thématiques.....	5
1. L'accès au financement.....	5
2. Services aux membres et mise en œuvre des plans d'entreprise.....	7
3. Changement climatique et résilience.....	9
4. Agro-écologie.....	12
5. Engagement politique, plaidoyer et collecte de données pour une prise de décision éclairée.....	14
6. Approches inclusives dans les activités de FO4ACP.....	18
7. Séance de clôture.....	20
IV. Marché interactif.....	21
V. Bilan après action.....	21
VI. Conclusions et perspectives d'avenir.....	23
VII. Annexes.....	24

1. INTRODUCTION

L'événement de gestion des connaissances de FO4ACP a été organisé et accueilli par l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO), un partenaire clé du programme FO4ACP, à l'hôtel Lemigo à Kigali, au Rwanda, du 16 au 18 mai 2023. L'événement a eu lieu, environ un an après l'évaluation à mi-parcours du programme, afin de faire le point sur ce qui a été fait et de partager les expériences et les bonnes pratiques prometteuses entre les organisations paysannes (OP) impliquées dans le programme. Le thème de l'événement était **“Partager les connaissances qui nous rendent plus forts”**. L'objectif principal était d'échanger les bonnes pratiques et les pratiques prometteuses entre les partenaires de mise en œuvre de FO4ACP, d'apprendre comment les autres ont amélioré l'efficacité et la qualité de leur travail, ainsi que de créer des opportunités de mise en réseau en reliant les idées.

Au total, **91 participants** ont assisté à l'événement, en personne dont 30 femmes et 31 jeunes, alors que **180 autres participants se sont joints à l'événement en ligne**. Les participants venaient du monde entier et comprenaient des partenaires et des amis de FO4ACP, des partenaires de la PAFO et d'autres parties prenantes importantes. L'événement a vu la représentation de 34 pays et a été officiellement inauguré par un représentant du ministère de l'agriculture et des ressources animales du Rwanda. L'événement a duré deux jours et demi et a donné lieu à des discussions sur une variété de sujets dans différents formats tels que des débats d'experts, des tables rondes, des présentations PowerPoint, des ateliers et un marché interactif.

L'événement a été un espace de travail interactif et collaboratif. Il était animé par des discussions et des démonstrations pratiques, qui se sont concentrées sur six domaines thématiques clés, identifiés lors de l'examen à mi-parcours du programme FO4ACP. Il était également animé par des discussions avec les OPs impliquées dans la mise en œuvre du programme : (i) Accès au financement ; (ii) Services aux membres et plans d'affaires et leur mise en œuvre ; (iii) Changement climatique et résilience, (iv) Agro-écologie ; (v) Engagement politique et plaidoyer, et collecte de données pour des décisions éclairées et (vi) Approches inclusives dans les activités de FO4ACP.

Au total, **41 études de cas** ont été collectées en préparation de l'événement, dont 29 ont été présentées ou discutées lors des sessions et 12 ont été présentées sur le marché.

II. Ouverture officielle



La session d'ouverture de l'événement de Gestion de connaissances de FO4ACP (FO4ACP KM) a été marquée par les mots de bienvenue du **président de la PAFO, M. Kolyang Palebele**. Dans son discours, M. Palebele a présenté la mission de la PAFO qui consiste à promouvoir le développement agricole en Afrique face aux défis complexes et en rapide évolution du secteur. Il a noté que le programme FO4ACP a renforcé les organisations paysannes et leur a permis d'accéder aux ressources, d'influencer les politiques et de promouvoir l'agriculture durable. L'événement KM, a-t-il dit, permettra aux organisations agricoles du monde entier d'échanger et de capitaliser les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques. "Le partage des connaissances nous rend tous plus forts", a-t-il ajouté. M. Palebele a également, souligné l'importance des thèmes abordés, pour unifier tous les partenaires du programme FO4ACP et a encouragé les partenaires à accroître leurs investissements dans les organisations paysannes. Il a par ailleurs, remercié le FIDA d'avoir fait confiance à la PAFO pour l'organisation de l'événement et le gouvernement rwandais d'avoir facilité à la PAFO d'accueillir la réunion.

Des remarques ont également été faites par les partenaires financiers de FO4ACP. **Mme Yvonne Chileshe de l'OACPS**, a réitéré l'importance de la gestion des connaissances, car elle donne aux participants l'occasion d'échanger et de partager leurs expériences. Elle a indiqué que près de 60 % des exportations des États membres de l'OACPS concerneraient des produits de base, d'où la nouvelle approche de l'OACPS visant à promouvoir la valeur ajoutée et les normes de qualité, entre autres. Mme Chileshe a souligné que les organisations paysannes ont un rôle important à jouer dans le développement de la chaîne de valeur et dans la garantie de sa durabilité. Grâce à FO4ACP, de nombreuses connaissances ont été rassemblées pour aider à comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans le secteur. Ces connaissances doivent être mises à profit, a-t-elle déclaré. Mme Chileshe a également, souligné que l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre aux organisations paysannes la possibilité d'aider les paysans à se conformer aux normes et qualités requises pour les produits de base.

M. Dagmawi Habte-Selassie, représentant du FIDA au Rwanda, a reconnu le rôle important joué par les organisations paysannes dans le soutien aux moyens de subsistance et au bien-être des agriculteurs dans les zones rurales. Les organisations paysannes ont pour rôle d'autonomiser leurs membres et de les préparer à devenir de meilleurs partenaires commerciaux dans la chaîne de valeur et à promouvoir la

création de valeur ajoutée, a-t-il déclaré. Les organisations paysannes ont besoin d'une attention et d'un soutien spécifiques, pour assurer leur efficacité et leur durabilité et leur permettre d'aider les agriculteurs à accéder aux services économiques, tels que l'accès au financement, aux intrants et aux services de conseil. M. Habte-Selassie a noté que FO4ACP a produit des résultats significatifs et a démontré la pertinence des organisations paysannes dans le développement de l'agriculture.

M. Luis Rodriguez Mendizabal, de l'UE, a déclaré que l'UE considère le Forum des paysans et le FIDA comme des canaux efficaces pour apporter un soutien et renforcer les organisations paysannes. FO4ACP a fourni une plateforme pour relier les capacités, partager les idées, concevoir des agendas et des objectifs communs pour les communautés agricoles à l'échelle mondiale. Il a reconnu que les organisations paysannes et les agriculteurs ont un rôle plus important à jouer dans la sécurité alimentaire, la durabilité et l'aide aux agriculteurs, afin qu'ils soient plus visibles dans les chaînes de valeur. M. Mendizabal a demandé aux organisations paysannes de mieux communiquer les résultats du projet en quantifiant les résultats des trois composantes du programme FO4ACP.

Ingabire Chantal, directrice générale de la planification, représentante du ministère de l'agriculture et des Ressources animales du Rwanda, a félicité la PAFO d'avoir choisi le Rwanda pour accueillir l'événement et a exprimé sa confiance dans les capacités de la PAFO, qui avait déjà accueilli un événement similaire - le Sommet Internationale des Jeunes Agriculteurs (SIJA2022). La représentante du ministère Rwandais, a noté que les domaines thématiques à travers lesquels les connaissances, les expériences et les leçons devaient être partagées, sont essentiels pour le développement et le progrès de l'agriculture en Afrique, y compris au Rwanda. Elle a exprimé l'espoir qu'à travers l'échange d'expériences et de bonnes pratiques prometteuses, la réunion déboucherait sur des recommandations réalisables qui seraient mises en œuvre par les différentes parties prenantes pour transformer l'agriculture dans les pays ACP. Mme Ingabire a reconnu le rôle vital de la PAFO dans la mobilisation et la promotion des intérêts des paysans sur le continent et a noté que FO4ACP joue un rôle primordial dans l'amélioration des moyens de subsistance, l'augmentation des revenus des paysans et l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique. Le Rwanda, en tant que pays, s'est engagé à donner la priorité à la production de connaissances agricoles.

III. Sessions thématiques

1. Accès au financement



Animé par M. Norbert Tuyishime de l'EAFF

Panélistes :

- Sage Masinda, Secrétaire exécutif du Syndicat de Défense des Intérêts Paysans SYDIP à Butembo, Nord-Kivu, RDC, membre de l'EAFF
- François-Xavier Mbabazi, secrétaire exécutif du syndicat Ingabo au Rwanda, membre de l'EAFF
- Nokuphiwa Sithole, responsable du développement des capacités de l'Eswatini National Agricultural Union -ESNAU, membre de la SACAU
- Damala Hamadou, gestionnaire de programme et CNOP CAF, Concertation Nationale des Organisations Paysannes de Centrafrique République Centrafricaine, membre de la PROPAC
- Frank Rubio, conseiller technique principal, Unité de conseil et de mise en œuvre du secteur privé (PAI) au Fonds international de développement agricole (FIDA)

La session sur l'accès au financement a donné lieu à des contributions de divers intervenants et organisations sous forme de panel. La discussion a mis en évidence le fait que l'agriculture contribue de manière importante au PIB et à la sécurité alimentaire, mais que l'accès aux fonds de roulement reste un problème pour les petits exploitants. Ces derniers sont considérés comme des clients à haut risque et seuls 1 à 4 % des crédits agricoles sont utilisés par les petits exploitants. Les conditions de crédit sont strictes et les clients à haut risque bénéficient de taux d'intérêt élevés. Le manque de données agricoles, en particulier de données historiques au niveau de l'exploitation, aggrave la situation. Les paysans sont désagrégés et fragmentés, ce qui entraîne des coûts de transaction élevés pour la fourniture de services à ce groupe. En outre, l'accès au marché n'est pas fiable et les ventes ne sont donc pas assurées.

Le représentant du SYDIP en RDC, Sage Masinda, a souligné l'importance de l'éducation financière pour les paysans afin de bien gérer les crédits. Il a noté qu'il n'y a pas assez d'éducation financière disponible pour les petits agriculteurs et que le manque de garanties est un problème, tout comme les taux d'intérêt, l'évaluation des risques et la distance physique des bureaux de la banque.

Le représentant du syndicat INGABO du Rwanda, François-Xavier Mbabazi, a discuté de la manière de développer des produits de crédit adaptés et spécifiques en fonction de la chaîne de valeur et de la situation de chaque agriculteur.



INGABO a également présenté Zamuka, un produit financier co-développé par l'organisation paysanne. Zamuka est un produit de financement qui consiste en des prêts à long terme, avec une période de grâce, couvrant la période de non-production du manioc. Il a suggéré de développer des programmes d'éducation financière en soulignant l'importance des partenariats avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur, tels que les commerçants et les entreprises de transformation, afin établir des contrats d'achat. Il a également, recommandé de renforcer les fonds de solidarité au niveau des organisations paysannes et des coopératives, qui peuvent être utilisés comme garantie/collatéral.

Le représentant de l'ESNAU, Eswatini, Nokuphiwa Sithole, a expliqué pourquoi les paysans hésitent à s'adresser aux institutions financières et a fait remarquer qu'ils ne sont pas prêts à opérer dans un environnement formel. Le projet a soutenu l'enregistrement des paysans, facilité les partenariats avec différentes institutions, soutenu la facilitation des plans d'affaires et a travaillé avec des paysans individuels pour renforcer les capacités d'alphabétisation financière. Pour le financement des intrants, un programme spécial a été développé, en établissant des fonds d'épargne et de crédit au sein des coopératives. L'ESNAU a signé un protocole d'accord avec une institution bancaire, de sorte que même si un paysan n'a pas d'antécédents bancaires ou de garanties, celles-ci peuvent être fournies par l'intermédiaire de l'organisation paysanne.

Le représentant du CNOP CAF (République centrafricaine), Damala Hamadou, a souligné le rôle crucial du gouvernement dans l'amélioration de l'accès au financement. Il a suggéré que le gouvernement respecte les 10% du budget national alloués à l'agriculture et développe une stratégie active de partenariat public-privé (PP-OP). Il a également recommandé de négocier avec les banques pour réduire les taux d'intérêt et d'établir un fonds de garantie.

Franck Rubio du FIDA a expliqué comment le FIDA dispose d'une unité spécialisée dans la gestion et l'octroi de financements et a suggéré qu'une approche holistique est nécessaire pour les organisations paysannes afin qu'elles ne dépendent pas uniquement, des institutions financières. Il a recommandé d'aider les organisations paysannes à créer une demande en leur fournissant un soutien technique en matière de gestion financière et de gestion des produits, en offrant des services qui répondent spécifiquement aux besoins des petits exploitants et en utilisant les nouvelles technologies pour réduire les coûts pour les petits producteurs.

Au cours des discussions, en séance plénière, il a été noté qu'il était nécessaire de renforcer les capacités des organisations paysannes pour qu'elles puissent prétendre à un financement en leur offrant une formation à la gestion, une éducation financière et des compétences générales en matière de gestion. Il a également été suggéré d'avoir des stratégies dès le départ, pour impliquer les secteurs public et privé, car travailler ensemble peut réduire les coûts pour les organisations agricoles, par exemple en réduisant les impôts. Il a été recommandé de créer des réseaux entre les organisations paysannes et les acheteurs afin de signer des contrats qui serviront de garantie pour les banques, tandis que les organisations de soutien peuvent agir en tant que garants pour aider à la gestion et au recouvrement. Il a également été recommandé de s'engager dans des projets d'innovation numérique afin de mettre en réseau les différents partenaires concernés et de co-construire des politiques aux niveaux national et local en partenariat avec les organisations paysannes.



Principaux points forts de la session :

- Le secteur agricole est fragile, vulnérable et imprévisible et est considéré comme un secteur à haut risque pour les institutions financières commerciales.
- Le manque d'informations précises et la compréhension limitée des différents produits financiers, ainsi que les connaissances financières des paysans, sont l'un des domaines sur lesquels il faut se concentrer lorsqu'on aborde la question de l'accès au financement pour les paysans.
- Il est nécessaire d'adopter des mécanismes de financement innovants pour les petits exploitants agricoles, tels que les garanties de fonds, l'utilisation de la numérisation, l'utilisation de l'épargne comme garantie et l'épargne collective.
- Nécessité d'établir des partenariats solides avec les institutions financières et les gouvernements.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements en matière de financement agricole.
- Le FIDA devrait envisager de canaliser les ressources pour l'accès au financement directement vers les organisations paysannes (sans intermédiaire de type IMF) afin qu'elles fournissent des financements aux paysans. Les fonds renouvelables qui fonctionnent bien et qui sont gérés par les organisations paysannes devraient être capitalisés et pourraient constituer une action possible à développer.
- Le financement de la garantie devrait être structuré de manière à être durable et non basé sur des projets.
- Explorer des mécanismes qui tiennent compte de l'inclusion financière des petits paysans, en adaptant les produits de manière à ce que les activités des organisations paysannes soient viables.
- Établir un dialogue franc et des relations de collaboration avec les organismes de crédit afin que leurs agents puissent renforcer les capacités des membres des organisations paysannes en matière d'éducation et de gestion financière, et de crédit, tout en les aidant à analyser leurs demandes de financement.

2. SERVICES AUX MEMBRES ET MISE EN ŒUVRE DES BUSINESS PLANS



Animé par Dr. Mathabo Tsepa de SACAU

Panélistes :

- Fanja Nirina, responsable de la communication de FIFATA à Madagascar, soutenue par l'agence agricole Fert, membre d'AgriCord et également membre de SACAU.
- Modibo Sidibe, Mali, représentant du CNOP Mali et de FENALAIT, membre du ROPPA
- Yeko Etienne Sedar, représentant du Groupement KIESSE, République du Congo, soutenu par la CNOP Congo, membre de la PROPAC
- Sezibera Annick, Secrétaire exécutive, Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement CAPAD, au Burundi, membre de l'EAFF, et soutenue par l'agri-agence CSA, membre d'AgriCord.
- Mohamed Bouanani, responsable du programme FO4ACP pour l'Union Marocaine de l'Agriculture (UMA) au Maroc, membre de l'UMNAGRI.

La session s'est concentrée sur les services aux membres et la mise en œuvre des business plans. Elle comprenait les contributions de cinq représentants d'organisations paysannes de Madagascar, du Mali, de la République du Congo, du Burundi et du Maroc, ainsi qu'une contribution supplémentaire du Cameroun. Les intervenants ont discuté de la manière dont les organisations paysannes peuvent aider leurs membres à améliorer leurs moyens de subsistance grâce aux services qui leur sont rendus et à une meilleure mise en œuvre de leurs plans d'affaires.

Fanja Nirina de FIFATA, à Madagascar a présenté le travail de l'OP sur l'élevage local de poulets comme source de revenus pour les membres de FIFATA. FIFATA fournit à ses membres un appui technique par des formateurs locaux, un appui marketing, un dialogue politique et des services de structuration. Grâce à l'appui de FO4ACP, 1 300 éleveurs ont été soutenus et le financement a permis d'améliorer leurs conditions de vie en augmentant leurs exploitations et en investissant dans la terre, la rénovation des maisons et la scolarisation.

Modibo Sidibe de FENALAIT, au Mali a parlé de son projet de promotion du lait local par la construction d'une grande laiterie au Mali. Le bâtiment a été construit mais l'équipement n'est pas encore disponible.

FENALAIT a également, réalisé une étude comparative des bénéficiaires avec et sans machine de conditionnement, pour la coopérative BAGAN YIRIWATON KASSELA, qui a démontré que l'ensacheuse augmentait considérablement leur marge bénéficiaire.

Le représentant de la CNOP-Congo, de la République du Congo, Yeko Etienne Sedar, a parlé de la transformation des produits du Groupement KIESSE, en farines alimentaires. FO4ACP a permis l'acquisition d'équipements qui ont abouti à un contrat avec le partenaire BUROTOP et à un doublement du chiffre d'affaires et un triplement de la production journalière, assurant ainsi la sécurité de l'emploi.

Annick Sezibera de la CAPAD, au Burundi a présenté le triple mandat de la CAPAD : représentation des membres, défense des intérêts socio-économiques et appui aux activités économiques des membres. La CAPAD a mis en place un outil informatique pour produire des plans d'affaires de qualité pour les coopératives, ce qui a permis d'obtenir des crédits de campagne et de commercialisation auprès des IMF et des banques.

Mohamed Bouanani de l'UMA, a parlé de la formation de la coopérative Assalame et de l'appui institutionnel à la gestion, fourni par les activités de FO4ACP à travers UMNAGRI. Ce qui a permis d'améliorer la qualité du lait produit par les membres de la coopérative.

Gilbert Atangana de la CNOP CAM a présenté leur travail d'accompagnement des pisciculteurs. La CNOP CAM a été impliqué dans la formation, le renforcement des capacités et la promotion d'actions concertées liées à la valorisation des produits de la pisciculture et de la production de poisson hors sol. La session s'est terminée par une interaction avec le public sur divers sujets, notamment l'inclusion des femmes et des jeunes dans les activités, les défis rencontrés par les paysans, pour les produits périssables, et la valeur ajoutée spécifique de FO4ACP pour les organisations paysannes.



Principaux points forts de la session :

- La création de valeur ajoutée est essentielle pour améliorer les revenus des paysans.
- L'inclusion des jeunes et des femmes dans les entreprises devrait être encouragée par toutes les organisations paysannes.
- Les jeunes ne sont généralement pas intéressés par l'agriculture et il convient de les encourager en rendant l'agriculture économiquement attrayante grâce à l'amélioration des revenus.
- Les plans d'entreprise sont essentiels pour l'accès au financement des paysans
- Les coopératives doivent être renforcées pour leur permettre de développer les capacités financières et techniques de leurs membres.
- Les infrastructures telles que les installations de stockage et de transformation sont essentielles à la promotion des entreprises pour les paysans.
- Le soutien de FO4ACP est essentiel pour renforcer les capacités de production et de commercialisation. L'aide a également permis d'améliorer les infrastructures de transformation et de stockage.
- • Grâce à FO4ACP, les paysans changent d'état d'esprit et se concentrent davantage sur les compétences entrepreneuriales.
- • Très peu d'organisations nationales disposent de modèles spécifiques pour les plans d'entreprise qu'elles peuvent proposer à leurs organisations membres. Les bonnes pratiques et les expériences dans ce domaine pourraient être capitalisées et développées.

3. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE



Animé par PIFON (Angela Birch)

Principaux orateurs :

- Jenny Ohmann de l'agence agricole FFD et Ernest Ng'umb de l'organisation paysanne Nado en Tanzanie,
- Lany Rebagay de l'Association des paysans asiatiques (AFA)
- Difallah Cherif de l'Union Nationale des Paysans Algériens (ANAP) en Algérie

La session sur le changement climatique a débuté par une présentation de PIFON, décrivant les problèmes liés au changement climatique dans la région du Pacifique. Oliver Lato, de PIFON, a expliqué à quel point les catastrophes naturelles sont graves et fréquentes dans la région et comment elles vont se multiplier à l'avenir. Dans la région du Pacifique, des pays disparaîtront, en raison de l'élévation du niveau de la mer. Il a souligné que moins de 2 % des fonds mondiaux destinés à l'action climatique parviennent aux paysans.

Irish Dominado, de l'AFA, a partagé une vidéo et une courte présentation avec le public. L'AFA se concentre beaucoup sur le renforcement des capacités au niveau national, avec des formations pour les agriculteurs et au niveau régional, en organisant des échanges d'apprentissage entre les organisations paysannes. Le financement de la lutte contre le changement climatique peut être inclus dans les plans d'entreprise, lors de la recherche de financement d'activités économiques. En outre, le plaidoyer au niveau national, régional et mondial reste essentiel. Dans la vidéo, le cas de SEWA, une organisation paysanne, en Inde, a été mis en évidence : 64 555 paysans ont été touchés à travers 15 écoles d'agriculture de terrain et 18 462 Paysans ont été formés à l'utilisation du compost antiparasitaire. Des bibliothèques d'équipement ont été mises en place où les paysans peuvent louer du matériel, moyennant une faible redevance (15 000 paysans touchés) et des pompes solaires pour l'irrigation, réduisant les coûts des intrants, ont été introduites. Des services de prédiction météorologique, par messagerie vocale, ont été fournis à 3 100 paysans et 5 484 autres bénéficient d'une assurance contre les précipitations.

Une présentation conjointe a été faite par Jenny Ohmann de l'agence agricole FFD et Ernest Ng'umb de l'organisation paysanne Nado, en Tanzanie. FFD a développé [l'outil "Renforcement de la résilience"](#). Cet outil a été utilisé pour la formation des formateurs, environ 200 personnes, dans 25 pays différents. En Tanzanie, a touché 1 140 paysans identifiés. Les agriculteurs ont été formés à l'amélioration de la fertilité des sols, à l'amélioration et à l'utilisation des résidus, et à l'intégration des arbres agroforestiers dans l'agriculture. Cela permet de s'attaquer au problème du changement climatique, dont la déforestation est l'une des causes. Plus de 65 % de la population du pays utilise du charbon de bois. Le manque de financement empêche l'organisation de producteurs et ses membres de lutter contre les effets du changement climatique.

Dans la deuxième partie de la session, les participants ont été divisés en groupes de travail où, ils ont travaillé sur une série de questions, qui ont ensuite été ramenées, en plénière pour les conclusions de la session.

Les questions et les réponses apportées par les groupes de travail ont été les suivantes :

Quels sont les obstacles qui empêchent les organisations paysannes d'accéder au financement ? Comment peuvent-elles les surmonter ?

Les obstacles comprennent

- Les organisations paysannes manquent d'informations sur le financement de la lutte contre le changement climatique
- Barrières linguistiques entre les financeurs et les paysans
- Les organisations paysannes n'ont pas la capacité administrative d'accéder directement aux fonds climatiques, car la barre est haute pour qu'elles remplissent les critères.
- Les capacités des organisations paysannes, en matière de suivi et d'évaluation sont faibles, voire inexistantes, et ne permettent pas d'établir un lien avec les fonds de lutte contre le changement climatique.
- Soutien limité ou manque de soutien des gouvernements aux organisations paysannes, pour le financement de la lutte contre le changement climatique

Comment surmonter les obstacles:

- Transmettre aux paysans, en termes simples, des informations sur le changement climatique dans le cadre de programmes de financement.
- Renforcer les capacités en matière de suivi et d'évaluation, y compris la formation à la compréhension des instruments financiers disponibles
- Soutien du gouvernement et des entités accréditées aux organisations paysannes, pour l'accès au financement
- Permettre aux organisations paysannes d'accéder directement au financement de la lutte contre le changement climatique
- Renforcer les partenariats avec les acteurs qui peuvent soutenir les organisations paysannes dans les processus et dans le renforcement des capacités.

Avons-nous suffisamment de preuves de l'impact des mesures prises jusqu'à présent ? Quels indicateurs peuvent être utilisés pour suivre l'action climatique ? Qui a réussi à le faire ?

- "Outil de renforcement de la résilience partagé par Food & Forest Development of Finland (FFD); capitaliser sur les données recueillies
- Rôle du gouvernement : Les stratégies nationales doivent être placées dans un contexte local/ communautaire, afin d'être mieux comprises par les paysans, ce qui permet de mettre en place des actions plus concrètes auxquelles les paysans participent.
- Importance pour les paysans de documenter leur travail
- Différences dans la façon dont les pays perçoivent le changement climatique



Les indicateurs sont les suivants

- Données climatiques (davantage pour l'information que pour le suivi et l'évaluation)
- Gestion des ravageurs et des maladies ; nombre de formations, taux de réussite
- Social ; migration due au climat - nombre de personnes, en particulier les femmes, concernées
- Accès aux ressources nationales;
- Actions ; pertes de récoltes
- Sensibilisation et formation sur le climat ; nombre de sessions, personnel formé, paysans impliqués
- Politique et plaidoyer ; nombre de politiques influencées, nombre de documents soumis

Aucune des organisations paysannes participantes n'a réussi à documenter efficacement l'impact des actions climatiques, et elles estiment qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Un grand intérêt a été exprimé pour approfondir ce domaine de travail.

Quel est le rôle des organisations paysannes dans le domaine du changement climatique et de la résilience, en ce qui concerne les services fournis et le travail de plaidoyer politique entrepris ?

Services fournis :

- Coordonner et faciliter le renforcement des capacités, en matière de technologies/pratiques de résilience climatique, par exemple les écoles d'agriculture de terrain, les visites d'échange, l'agriculture intelligente face au climat.
- Faciliter l'élaboration de plans d'affaires pour les paysans/agro-transformateurs afin de leur permettre d'accéder au financement climatique
- Faciliter les liens entre les paysans et les instituts de recherche qui développent et promeuvent des innovations résistantes au climat
- Activités de plaidoyer
- Promouvoir la participation des organisations paysannes, aux processus décisionnels concernant le financement de la lutte contre le changement climatique, par exemple le Fonds pour les pertes et dommages au sein du FCF/CIF.
- Participation aux forums de gestion du changement climatique, tels que les CDN, la CCNUCC et les équipes de négociation nationales

- Incitations à l'investissement dans l'agriculture intelligente face au climat

Quel est le rôle des organisations agricoles régionales et des autres partenaires, et de quelle manière peuvent-ils continuer à apporter leur soutien ?

Les organisations paysannes régionales :

- Faciliter la gestion des connaissances, la communication et la visibilité
- Engagements politiques aux niveaux régional, international et mondial
- Conduite du financement du programme ; économique, technique
- Faciliter le renforcement des capacités et l'assistance technique
- Système d'information de gestion ; base de données
- M&E ; acquittements OP
- Mobilisation des ressources, tant internes qu'externes

Rôle des autres partenaires :

- Bailleurs de fonds (FIDA, UE, SDC,, DFAT, etc.)
- Créer un guichet permanent pour le financement direct des organisations paysannes, par le biais de plans d'entreprise, etc., mettre en place un mécanisme de consultation des organisations paysannes, avec des lignes directrices, mobiliser le financement climatique pour les organisations paysannes.
- Partenariat avec le secteur privé
- Contrats de commercialisation équitables et justes, aide aux organisations paysannes pour qu'elles respectent les normes de qualité
- Institution de la Recherche
- Travailler sur la recherche en fonction des besoins prioritaires des organisations paysannes, piloter les nouvelles technologies avec les organisations paysannes, aider les organisations paysannes à documenter les bonnes pratiques et les technologies étudiées, réaliser des vidéos conviviales pour les paysans.
- ONG/Agri-agences
- Partage d'outils, assistance technique axée sur la demande/définie par les organisations paysannes, aide aux organisations paysannes, pour la mobilisation des ressources.

Quel est le rôle des partenaires techniques ? De quelle manière peuvent-ils continuer à apporter leur soutien ? Existe-t-il de nouvelles idées pour soutenir les organisations paysannes dans le domaine du changement climatique ?

- Mettre en place une plateforme nationale d'échange sur le changement climatique, gérée par le ministère.
- Digitalisation des données sur le changement climatique
- Rendre la recherche sur le changement climatique plus accessible
- Mettre en œuvre des programmes d'adaptation et d'atténuation dans les régions
- Assurer des partenariats directs avec les organisations paysannes
- Renforcer les synergies entre les différents partenaires travaillant sur les questions de changement climatique (gouvernement, ONG, organisations de la société civile, etc.)



Principaux points forts de la session :

- La participation des paysans à l'identification des problèmes et à la conception des solutions pour la gestion du changement climatique est essentielle pour une mise en œuvre réussie (ex. Building Resilience Tool).
- La collaboration avec les chercheurs/institutions de recherche joue un rôle essentiel pour relever certains des défis auxquels les paysans sont confrontés, dans le cadre du changement climatique.
- La plupart des organisations paysannes n'ont qu'une capacité et des possibilités limitées d'accès aux intrants pour une agriculture résiliente au changement climatique.
- Le développement des capacités des organisations paysannes est essentiel pour renforcer la résilience des paysans.
- Les organisations paysannes disposent d'un capital limité pour investir dans des technologies résistantes au climat, ce qui rend certaines actions difficiles à mettre en œuvre.

4. AGROÉCOLOGIE



Animé par AgriCord (Katja Vuori)

Principaux orateurs :

- M. Obedi Abraham Aron, directeur de programme, Conseil agricole de Tanzanie (ACT), membre de la SACAU
- Lassane Ouedraogo, de FUPRORIZ, soutenu par l'agri-agence Trias, membre d'AgriCord
- Ousmane Ndiaye, Président de l'ASPRODEB, agri-agence et membre d'AgriCord
- Daniel MATAROA, président de Te Tango Enea (TTE), aux îles Cook, membre de PIFON

Au cours de ce débat, les avantages et les inconvénients de l'agro-écologie ont été examinés. L'agro-écologie peut-elle devenir une alternative systématique et holistique à l'agriculture conventionnelle ? Les panélistes du Sénégal, du Burkina Faso, des îles Cook et de Tanzanie ont expliqué pourquoi ils utilisent des pratiques agro-écologiques, tandis que certains membres du public ont avancé des arguments contraires. La question clé de la discussion était celle de l'extensibilité, qui est perçue comme l'un des principaux défis à l'expansion des méthodes agro-écologiques. Cette courte session a été modérée et facilitée par AgriCord.

Ousmane Ndiaye, de l'ASPRODEB (Sénégal), a affirmé que les organisations paysannes devraient recevoir des ressources financières, pour porter l'agriculture biologique à un niveau national. L'ASPRODEB a réussi à obtenir des fonds publics qu'elle a administrés directement et qui ont pu être utilisés pour le développement des capacités. M. Ndiaye a poursuivi en disant que les expériences montrent que de nombreux aspects doivent être pris en compte. Les sols et la productivité ne sont pas les seuls à entrer en ligne de compte, la gestion de l'eau, les aspects sociaux, culturels et même le mode de vie sont également pertinents. Les organisations sénégalaises concentrent actuellement, leurs efforts sur la récupération des sols, mais l'accès à l'eau pose des problèmes. M. Ndiaye a également, souligné l'importance d'une alliance avec le gouvernement, qui peut déboucher sur des actions conjointes visant à influencer les modèles de production et les aspects culturels.

Daniel Mataroa, de TTE, dans le Pacifique, a expliqué les raisons de la transition vers l'agro-écologie. Les oranges étaient une denrée essentielle dans les îles avant que l'industrie ne quitte les lieux et que des terres agricoles ne soient disponibles. En 2016, lors d'un événement organisé à Tonga, les producteurs ont découvert les nombreux avantages et le potentiel de l'arbre à pain. Depuis, Mataroa et les organisations paysannes ont cherché des conseils scientifiques, pour combiner des mesures innovantes avec les formes traditionnelles d'agriculture sur les îles. La sensibilisation des paysans a été le point de départ de l'expansion de l'arbre à pain en tant que produit de base et des méthodes agro-écologiques (y compris la transformation locale). Au fil des ans, les variétés traditionnelles ont été analysées et de nouvelles variétés ont été introduites en provenance de Fidji. La distribution nationale des pousses et des variétés a été promulguée par les chefs traditionnels, qui sont des partenaires clés pour les campagnes dans les îles du Pacifique. Les défis particuliers de la région sont la dispersion géographique et l'isolement relatif des paysans, ce qui peut s'avérer coûteux en termes pratiques, par exemple l'importation d'intrants d'Amérique continentale. En outre, le défi consiste à augmenter la production de manière décentralisée afin de garantir une qualité constante dans la production de farine et de produits à base de fruits à pain.

Obedi Abraham (ACT) a partagé son expérience en tant qu'expert de la méthode d'intensification durable de la riziculture (SRI), qui a permis d'améliorer considérablement l'efficacité de la production de riz tout en réduisant son impact sur le climat. Obedi a souligné que l'on croit souvent à tort que l'agro-écologie peut être réduite aux seules pratiques de terrain. Contrairement à cette croyance erronée, les approches agro-écologiques telles que le SRI, vont bien au-delà de la ferme et doivent apporter des solutions à des questions telles que le financement et le stockage. La productivité des cultures des paysans participants, en Tanzanie, a augmenté grâce à la pratique du SRI et l'utilisation de pesticides a été réduite. Le lien avec le marché et le financement est un élément clé. Le manque de soutien de la part des gouvernements et la faiblesse des infrastructures sont des préoccupations majeures et une plus grande influence doit être exercée sur l'agenda public.

Lassane Ouedraogo de l'UPPRS, a réfléchi à la question de la mobilisation des riziculteurs de son organisation paysanne, en faveur des méthodes SRI. Pour diffuser les pratiques agro-écologiques, l'OP utilise l'approche de la formation des formateurs. Les principaux producteurs de l'OP sont habilités à étendre les bonnes pratiques à l'ensemble des membres, par exemple la manière de produire leurs propres intrants tels que les engrais. Pour M. Ouedraogo, il est important de briser le mythe selon lequel les engrais chimiques sont nécessaires pour obtenir des rendements élevés. Au contraire, lorsque des engrais organiques sont utilisés, ils peuvent avoir un impact encore plus important sur la productivité et les

revenus, grâce à leurs nombreux avantages à long terme, tels que la régénération des sols. Les membres participants de l'UPPRS ont pu augmenter leur production, de manière significative en appliquant le SRI et une grande partie des producteurs sont passés à cette méthode plus durable.

Benito Eliasi (SACAU) est intervenu dans le débat de manière critique en présentant le dilemme auquel la plupart des paysans sont confrontés : ils doivent choisir entre fournir de la nourriture et des revenus à leurs familles à court terme grâce à des pratiques conventionnelles (à forte intensité d'intrants) ou restaurer la fertilité de la terre à plus long terme et prendre un risque. Pour assurer la viabilité des méthodes agro-écologiques, elles doivent satisfaire le premier et équilibrer les deux objectifs de manière réaliste.

Ibrahima Coulibaly, président du ROPPA, a ajouté qu'en fin de compte, les producteurs sont réticents à prendre des risques et ont peur de changer leurs techniques de production parce qu'un échec signifie qu'ils ne seront pas en mesure de nourrir leur famille. Cette préoccupation centrale doit encadrer le débat sur l'agro-écologie. Coulibaly affirme que l'agro-écologie est bien comprise techniquement par de nombreuses personnes, mais que les implications sur le terrain ne sont pas pleinement prises en compte.



Principaux points forts de la session :

- L'agro-écologie est essentielle et peut soutenir les efforts de conservation et de restauration de l'environnement - l'importance et les implications bénéfiques d'un tel système agricole ne font aucun doute.
- Le développement de l'agro-écologie nécessite un financement.
- Les gouvernements manquent de soutien. Il est nécessaire d'intensifier les activités de plaidoyer pour garantir l'inclusion de l'agro-écologie dans les politiques publiques à tous les niveaux.
- L'agro-écologie commence par un processus de sensibilisation. Il s'agit d'un processus de passage d'un système à un autre.
- L'agro-écologie est une approche globale qui englobe les méthodes de production, le sol, l'eau, le financement, le stockage et les pratiques socioculturelles.
- Des orientations scientifiques sont nécessaires.
- Dilemme central : restaurer la terre ou produire de la nourriture pour sa famille. C'est la principale raison du scepticisme des paysans, car le changement de méthodes de production peut représenter un risque trop important.
- Nous ne pouvons pas dépendre du marché mondial, car il influe sur le prix des actions mises en œuvre.
- Des coalitions au niveau local (avec les parties prenantes sur le terrain) devraient être créées pour développer les pratiques agro-écologiques.
- Les questions sociales doivent être prises en compte - permettre l'accès aux produits aux consommateurs qui ont déjà accès à des produits moins chers. Les partenariats pour les initiatives agro-écologiques doivent être bien choisis et se concentrer sur les petits et moyens producteurs.

5. ENGAGEMENT POLITIQUE, PLAIDOYER ET COLLECTE DE DONNÉES POUR UNE PRISE DE DÉCISION ÉCLAIRÉE



Facilitée par la FAO (Luis Bedushi et Pedro Boareto), PROCASUR (Valentina Suave) et ROPPA (Ibrahima Coulibaly et Rostaing Sessi Akoha).

Contributions clés dans les groupes de travail :

- Mamokoena Noosi de l'Union nationale des agriculteurs du Lesotho, LENAUFU au Lesotho, membre de la SCAU.
- Annick Sezibera, secrétaire exécutive de la CAPAD, au Burundi, (EAFF et CSA/AgriCord)
- Awome Kossi de la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes, CTOP Togo, membre du ROPPA
- Williams Clayton de l'Association jamaïcaine du cacao, soutenue par l'Action Caraïbes de la FAO
- Blandon Ever de la Valley of Peace Lagoon Farmers' Cooperatives Society Ltd du Belize, soutenue par l'Action Caraïbes de la FAO.
- Lany Regabay de l'Association des agriculteurs asiatiques (AFA)
- Estelle Traore de la Confédération Paysanne du Fasso, CPF au Burkina Faso, membre du ROPPA
- Angela Birch, responsable du programme PIFON

Luis Bedushi, Chargé de mission principal à la FAO, a souligné dans les remarques d'ouverture de la session l'importance des organisations paysannes, dans l'engagement politique et l'importance d'avoir une solide compréhension de la façon dont les différents niveaux de politique interagissent. Dans le contexte local, il est important de faciliter les échanges, de créer un terrain d'entente et d'élaborer une stratégie à partir de là. Il a souligné trois aspects d'un engagement politique réussi : la création d'opportunités, la génération de capacités, la coopération et la planification commune. Le dialogue sera l'aspect transversal entre les régions, les pays et les organisations. L'événement de Gestion de connaissances, est un bon exemple d'une

occasion de souligner les points communs entre les organisations paysannes et de travailler sur un terrain d'entente. Ibrahima Coulibali, président du ROPPA, a déclaré que le secteur agricole avait besoin d'un soutien politique. Dans le passé, les agriculteurs n'étaient pas toujours impliqués dans les processus décisionnels et les décisions étaient prises en leur nom, sans tenir compte de leurs défis et de leurs souhaits. La création d'environnements politiques plus inclusifs reste un défi, notamment parce que les hommes politiques n'ont pas l'habitude d'entendre les agriculteurs s'exprimer. "Des progrès ont été accomplis, mais cela ne veut pas dire que nous y sommes arrivés". Certains moyens sont disponibles,

mais des questions élémentaires, telles que l'accès au financement, ne sont toujours pas abordées. Exigence : plus de sérieux dans le suivi des promesses faites aux agriculteurs. Aujourd'hui, les agriculteurs et les organisations agricoles documentent, capitalisent et discutent ; ils sont présents et visibles dans tous les espaces pertinents. Nous gardons comme question principale du jour : Comment mobiliser l'investissement public dans l'agriculture ?

En guise d'introduction à la discussion en groupes de travail (world café), plusieurs intervenants ont été identifiés pour partager leur expérience avant d'entamer les discussions.

Le président de la Jamaica Cacao Association, Williams Clayton, a fait part de son expérience en Jamaïque. En général, les agriculteurs sont relégués au bas de la chaîne de valeur pour fournir des intrants bruts (fèves humides). La Jamaïque est une petite île dont le principal marché est les États-Unis et qui compte une importante diaspora. Environ 7500 producteurs de cacao au niveau national et environ 2500 sont représentés par l'OPN. La capacité de traitement de tous les produits est limitée et le marché est monopolisé. L'objectif est de faire progresser les paysans dans la chaîne de valeur, mais les politiques sont délibérément conçues pour empêcher les agriculteurs de progresser. Pour faire quelque chose, il est important de bien comprendre la loi. C'est pourquoi, il est bon de demander l'aide d'experts et de chercheurs. Il est également important de connaître les données démographiques, de ne pas en faire des adversaires, mais de travailler avec elles, de créer des organisations faitières pour se renforcer mutuellement.

Mamokoena Noosi, représentante de l'Organisation nationale des paysans du Lesotho (LENAFU), membre de la SACAU, a notamment pour objectif de sensibiliser les décideurs politiques aux problèmes des paysans. Son approche consiste à collecter des données, à documenter, à rendre visible et à aider. Elle organise des dialogues indépendants avec les paysans pour recueillir leurs points de vue et leurs témoignages, rédige des documents de synthèse sur les politiques clés, crée de la visibilité pour ces documents, en organisant des événements auxquels les parties prenantes sont invitées, et continue d'approcher les acteurs clés pour leur faire part des résultats obtenus (par exemple, le premier ministre du Lesotho). Il est important de responsabiliser les décideurs politiques et de leur offrir de l'aide, par exemple en évaluant le budget des principaux cabinets (finances, agriculture).



Au cours des discussions, l'EAFF a fait part de son expérience en tentant d'influencer la législation dans sept pays. L'objectif est de créer un environnement commercial favorable aux organisations paysannes. Ils

ont commandé une étude comparative pour recueillir des données et des preuves et ont souligné qu'"ils doivent comprendre que vous en savez plus qu'eux". La cartographie des parties prenantes est utile pour comprendre la pertinence des acteurs, exploiter les réseaux existants et identifier les leaders. Les principaux problèmes sont que l'engagement politique est un processus coûteux et à forte intensité de main-d'œuvre, qu'il nécessite des partenariats stratégiques et qu'un paysage politique fluide exige un travail et un engagement continus. Une bonne pratique consiste à établir des protocoles d'accord entre les organisations agricoles et les acteurs et institutions qui occupent des postes clés (par exemple, les universitaires).

D'autres problèmes rencontrés dans les processus politiques sont les barrières linguistiques dans la mise en réseau et la durabilité et l'extension des bonnes pratiques, comme l'a soulevé Ariel Andrade de Trias en Amérique centrale.

Il est donc important de les rassembler et de créer un sentiment d'appartenance à un groupe afin qu'ils puissent parler d'une seule voix et utiliser cette voix commune et ce sentiment d'appartenance à un groupe pour approcher d'autres acteurs clés, comme l'a expliqué Archi Glay du Togo. La coordination au niveau national reste également un défi

persistant, trop d'acteurs faisant les mêmes choses.

Williams Clayton a ajouté qu'il est important, dans un processus politique, d'identifier quelques points sur lesquels tout le monde est d'accord pour dire qu'ils doivent être modifiés et de ne pas faire beaucoup de choses en même temps. Pouvoir démontrer qu'une activité est couronnée de succès ou qu'il s'agit d'une bonne pratique est le meilleur moyen de convaincre les gens, car le succès est synonyme de crédibilité. Il est également difficile pour les hommes politiques d'ignorer un point de vue sur lequel tout le monde est d'accord.

La SACAU a ajouté qu'il était important de tenir compte du calendrier de l'élaboration des politiques, car vous investissez beaucoup de temps et de travail et une fois que vous êtes dans le processus, vous serez cartographié et évalué pour votre pertinence, faire du bruit n'est pas utile, aucune preuve ne vient avec.

Sur la question de la collecte de données pour une prise de décision éclairée, les points suivants ont été soulevés :

- Sur les données : utiliser les données des parties prenantes et en particulier celles des ministères
- Envisager une approche ascendante de la collecte de données afin d'éviter des lacunes importantes dans les ensembles de données
- Le point de vue des politiciens/fonctionnaires : les nouvelles politiques sont risquées pour eux, les données doivent vraiment parler pour eux

Angela Birch, responsable du programme PIFON, a fait part de l'expérience de PIFON en matière de collecte de données. PIFON a commencé à sonder ses membres, pendant la pandémie de Covid19. Car, il était devenu difficile de prendre des nouvelles de leurs électeurs : Ils ont fini par faire trois choses : une enquête générale via Google Form, demandant aux membres comment ils sont affectés par le Covid19

(taux de réponse 67%) ; l'embauche d'une entreprise locale (Fidji) qui comprend bien l'environnement spécifique, paie l'abonnement pour les OP et crée une évaluation de la croissance avec l'outil AFA sur Google Form ; une autre enquête est prévue, en 2024. Ces enquêtes ne remplacent pas les réunions en face à face, elles sont complémentaires. Les éclaircissements et la vérification des données se font en posant directement la question, ce qui nécessite un investissement en main-d'œuvre.

Lany Regabay, de l'Association des paysans asiatiques (AFA), a expliqué comment l'AFA possède une solide expérience dans l'application d'outils digitales et la collecte de données dans le cadre d'activités de plaidoyer.

Elle a formulé sept conseils en matière de plaidoyer :

1. Construire une représentation légitime, l'union fait la force
2. Travailler sur la base de données probante
3. Être constructif
4. Équilibre entre le légal et l'extra-légal, entre l'intérieur et l'extérieur
5. Construire des alliances et définir des points communs
6. Attirer le soutien du public, influencer l'opinion (médias sociaux, points chauds)
7. Être vigilant (ne pas supposer que les choses durent)

L'EAFF a ajouté les points suivants : effectuer des analyses budgétaires comparatives des budgets agricoles nationaux et faire appel à des consultants disposant d'un réseau national. Le travail effectué avec e-granary comprenait le profilage, la construction d'une base de données et la réponse à la demande d'intrants, à la demande de services et aux résultats. L'AFA a ajouté la messagerie vocale de l'Inde comme un bon exemple d'accessibilité (pas d'alphabétisation requise, pas de smartphone nécessaire) ; l'AFA a également de bonnes expériences avec la radio communautaire, car elle présente les mêmes avantages et est facile à mettre en place.

En conclusion, la tsession a souligné qu'il est important de : créer une appropriation des membres et s'assurer qu'ils sont consultés et entendus ; la mise en œuvre de la politique peut être contrôlée ; les données vous aident à réagir aux événements (réponse rapide) ; les données pour rechercher des financements : vous en avez besoin pour les propositions.

Principaux avantages de la collecte de données :

- Il est bon de collecter des données en collaboration avec les autorités publiques
- Développer des systèmes de collecte de données à des fins multiples : passation de contrats, adhésion, défense des intérêts.
- Les données rationalisent la demande
- Montrer aux décideurs que les données sont fiables
-

Principales recommandations et leçons tirées de la session : Sur le thème de l'engagement politique

- Assumez une connaissance supérieure des dimensions techniques et juridiques de la politique en question ; recherchez de l'aide et accumulez des données sous différentes formes pour étayer vos revendications.
- Rechercher la force du nombre pour être reconnu en tant que groupe d'intérêt, électeur, façonneur d'opinion et acteur politique.
- Favoriser le sentiment d'appartenance à un groupe afin d'unir et de mobiliser.
- Commencez par les plus petits dénominateurs communs, vous devez connaître de petites réussites pour asseoir votre crédibilité et prendre de l'élan.
- Proposer aux décideurs politiques de les aider à mieux comprendre les problèmes et ne pas les contrarier.
- S'engager de manière systématique, persistante et opportune auprès des institutions et des acteurs clés.
- L'engagement des jeunes est essentiel pour garantir la viabilité à long terme de la transformation des politiques.
- Exploiter les réseaux et nouer des relations.

Pour un dialogue politique efficace :

- Utiliser l'environnement politique pour mieux négocier,
- S'assurer que la base est impliquée pour faciliter l'engagement (l'engagement des jeunes est essentiel).
- Assurer la participation au calendrier dès le début du processus d'élaboration de la politique

Sur le thème de la collecte de données pour une prise de décision éclairée

- Il est important de montrer aux décideurs que vos données sont fiables.
- Une bonne pratique consiste à collecter des données en collaboration avec les autorités publiques afin que la collecte de données soit reconnue.
- Le développement de systèmes de collecte de données à des fins multiples est rentable et plus efficace (contrats, adhésions, défense des intérêts).
- La politique et le plaidoyer sont souvent abordés sous l'angle émotionnel. La collecte des données nécessaires permet de rationaliser et d'étayer vos demandes et de les rendre plus fortes.
- Les données sont également utiles à d'autres fins : mécanismes de réaction rapide et collecte de fonds (nécessaires pour les propositions).
- Veillez à ce que vos membres s'approprient la collecte des données, afin qu'ils comprennent comment, grâce aux données collectées, ils sont mieux pris en compte et peuvent, collectivement faire entendre leur voix.

Les bases de données sont utilisées de différentes manières :

Pour que les organisations paysannes contrôlent leurs propres données

- (Contrôle et propriété des données - plus d'attention dans certains pays)

OP-MAPP - mais tout le monde ne veut pas adhérer et partager ses données

Facteurs importants :

- La base de données doit être fiable
- Mettre en place des mesures incitatives pour rendre la collecte de données durable
- Mieux connaître ses membres
- Le problème, c'est la protection de la vie privée ! Comment protéger nos membres ?

6. APPROCHES INCLUSIVES DANS LES ACTIVITÉS DE FO4ACP



Animé par Drem Taing Toutkoul de la PROPAC

Panélistes :

- Ariel Andrade, représentant de l'action Trias en République dominicaine ; membre d'AgriCord
- Santa Palanco Vargas, représentant de Guaranal, OPL de la République dominicaine
- Awome Kossi ; Représentant du CTOP- Togo :
- Maria Linibi du Papua New Guinea Women in Agriculture Development Fund, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, membre du PIFON
- Samba Demba Niang, représentante de la Coopérative des femmes de Thide, Mauritanie, membre d'Umnagri
- Joséphine Atangana ; responsable du programme FO4ACP et représentante de la PROPAC

La session sur les approches inclusives dans les activités FO4ACP a été animée par M. Drem Taing Toutkoul de la PROPAC. Le panel a discuté des principaux défis auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes dans le secteur agricole et de ce que les organisations paysannes et les autres parties prenantes peuvent faire pour les aider.

Les principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes sont : le manque d'éducation, le sexisme, la migration vers les grandes villes, le manque de ressources et les organisations paysannes non inclusives. Les solutions proposées consistent à encourager les jeunes à s'intéresser au secteur, à rendre les organisations paysannes inclusives et à lutter contre les attitudes sexistes au sein des organisations paysannes.

Pour les femmes, les principaux défis soulignés sont : les questions foncières, les difficultés à obtenir des garanties bancaires, l'accès limité au renforcement des capacités et le patriarcat. Les solutions proposées sont : la création de plateformes de femmes dans les organisations agricoles paysannes et la restructuration de leurs plateformes.

Awome Kossi du CTOP-Togo a présenté des exemples réussis d'initiatives qui aident les jeunes à développer et à mettre en œuvre des innovations dans les chaînes de valeur. Il s'agit notamment de la médiation financière pour la commercialisation des produits locaux, du renforcement des capacités des jeunes en matière de qualité et de présentation des produits agricoles, et du soutien aux jeunes en matière de plaidoyer.

Ariel Andrade de TRIAS et Santa Polanca Vargas de Guaranal ont parlé de leur projet visant à améliorer les conditions socio-économiques des petits producteurs de cacao et de bananes et de la manière dont ils ont amélioré l'inclusion des femmes dans le tissu économique, en leur offrant de nouveaux services économiques. Trias a expliqué comment les changements dans le mode de fonctionnement des organisations paysannes et l'intégration de la dimension de genre, dans les processus de planification des activités, ont amélioré les résultats pour les femmes et les jeunes. Par exemple, les jeunes membres de ces organisations participent désormais, à la prise de décision et siègent au conseil d'administration de leur organisation, ce dont Santa Polanca Vargas a témoigné.

Angela Birch, de PIFON, a parlé de son programme avicole et de la manière dont il est adapté aux besoins des femmes et des jeunes. Le programme soutient les veuves et les femmes divorcées, en leur fournissant des poussins à élever jusqu'à ce que leurs œufs soient commercialisés. Cette initiative contribue à la durabilité de la sécurité alimentaire de la communauté en générant des revenus supplémentaires pour les éleveurs de volailles.

La session s'est conclue par des recommandations visant à mieux prendre en compte les jeunes et les femmes dans les activités de l'OP. Il s'agit notamment de promouvoir l'éducation des jeunes et des femmes, de revitaliser les plateformes de jeunes et de femmes, de renforcer financièrement les organisations de femmes et de jeunes, de promouvoir l'agro-écologie pour une agriculture durable, de développer une gouvernance inclusive et d'élaborer des programmes spécifiques sur les questions foncières afin de limiter la migration des jeunes vers les grandes villes.



Principaux points forts de la session :

- Revitaliser les programmes destinés aux femmes et aux jeunes.
- Garantir des moyens financiers aux organisations de jeunes et de femmes.
- Développer une gouvernance plus inclusive au sein des organisations paysannes.
- Développer des programmes sur les questions d'accès à la terre, afin d'empêcher les jeunes de migrer vers d'autres régions.

7. SÉANCE DE CLÔTURE



Synthèse des points forts de l'événement Gestion de connaissances, par Benito Eliasi, Directeur des programmes, à la SACAU

Dans sa présentation, Benito Eliasi a donné un aperçu des différentes sessions qui ont été organisées pendant l'événement, des différentes études de cas, qui ont été présentées dans chacune des sessions et des principaux enseignements tirés de chacune des sessions. Sa présentation a également été visualisée par le biais d'une présentation PPT qui a été mise à la disposition de tous les participants à la réunion. Les principales conclusions ont été incluses dans les paragraphes consacrés aux recommandations clés et aux enseignements tirés de chaque session, ainsi que dans les recommandations finales et les conclusions du rapport.

Remarques finales de la représentante de l'OACPS, Yvonne Chileshe

Lors de son discours de clôture, Madame Yvonne Chileshe a félicité tout le monde pour la réussite des travaux et des échanges. Tous les sujets ont été présentés et il est essentiel que l'environnement soit propice à la facilitation des échanges. Elle a souligné le rôle des OP, pour soutenir efficacement un programme dédié aux femmes et aux jeunes et visant à renforcer leur participation. Les résultats du projet ont été démontrés en documentant plusieurs expériences positives. Les ACP préparent actuellement un nouvel accord de Cotonou pour poursuivre ce processus et encourager l'adaptation des instruments mis à la disposition des organisations paysannes, en capitalisant sur les connaissances acquises dans le cadre de ce programme.

Clôture officielle par le Président de la PAFO : Kolyang Palebele

Dans ses remarques finales, le président de la PAFO a exprimé sa gratitude envers toute l'équipe technique de la PAFO. Ces trois jours ont vu la convergence d'idées et de visions prometteuses dans la mise en œuvre de FO4ACP. Il a remercié le FIDA d'avoir cru en la PAFO, le gouvernement rwandais pour son soutien et sa présence constante, les partenaires techniques et financiers d'avoir répondu favorablement à l'invitation, et tous les représentants des OP qui ont participé et partagé leurs expériences. Au cours de cet événement, des idées ont été échangées sur les meilleures pratiques et les organisations paysannes ont appris des expériences et des perspectives de chacun pour trouver des solutions innovantes et créatives. Tout le monde a pris conscience de l'importance de la gestion des connaissances et de son

rôle pour relever les défis des paysans. “Les connaissances et les expériences se répandront parmi les participants et les politiques seront influencées. De cette manière, nous ferons progresser l’agriculture africaine en favorisant l’inclusion des femmes et des jeunes.

IV. Marché interactif



Parallèlement aux sessions thématiques, une place de marché interactive a été organisée pour faciliter les conversations informelles autour d’un plus grand nombre d’études de cas et de sujets. Douze études de cas ont été présentées sur la place de marché, et une heure à la fin de chaque programme quotidien a été consacrée spécifiquement à la place de marché interactive. Pendant les différentes pauses, les participants ont eu davantage d’occasions d’interagir avec les exposants sur la place de marché.

Le CNCPRRT a présenté son projet de spiruline du Tchad. La CNOP CAF a exposé ses journaux de plaidoyer. La CNOP-CAM a présenté son projet sur la modernisation et l’amélioration de la productivité par la production et la commercialisation de « *Clarias gariepinus* », au Cameroun. La CNOP CONGO a présenté son projet sur la transformation et la distribution des produits agricoles en farines alimentaires. UGPM, CCPA, and FEGPAB ont présenté leur projet sur la gestion optimale de la santé des sols, basée sur des preuves techniques. FUNL a présenté sa stratégie de renforcement des capacités et d’autonomisation économique et sociale des femmes engagées dans le secteur de la pêche. C.C.P.H.N a présenté son projet sur le stockage/la conservation et la commercialisation des pommes de terre de consommation. L’Union

nationale des agriculteurs du Lesotho a présenté son projet de numérisation du service de soutien à la vulgarisation. AgriCord a présenté trois études de cas, en Guinée Conakry et au Burkina Faso (emploi des jeunes et des femmes dans la chaîne de valeur du riz), en Tanzanie (renforcement de la résilience grâce à des services à l’épreuve du climat) et en République dominicaine (femmes formatrices : des chaînes de valeur de la banane et du cacao plus inclusives). PIFON a présenté certains de ses travaux sur le développement des chaînes de valeur, le changement climatique et la résilience, ainsi que son initiative “Breadfruit”.

D’autres organisations comme le ROPPA, PIFON et le FIDA ont partagé des publications qui étaient pertinentes pour les participants à l’événement de gestion du savoir.

V. Examen après action

À la fin de l’événement, les participants ont reçu des post-it sur lesquels ils pouvaient laisser des commentaires aux

organisateurs. Ces commentaires sont repris dans le tableau ci-dessous.



Quels sont les points forts de l'événement ?	Quel sujet souhaitez-vous aborder (plus avant) ?
Interactivité des méthodes utilisées	Rôle des organisations paysannes dans la mise en œuvre des programmes de coopération transfrontalière
Qualité des interventions et des informations communiquées (II)	Comment les organisations paysannes peuvent accéder au financement climatique (II)
Organisation logistique de l'événement (II)	Indicateurs à utiliser pour les programmes de coopération transfrontalière
Discussion sur la politique et le plaidoyer (III)	Marchés et bourses électroniques (EAFF)
Discussion sur l'agro-écologie (II)	Plans d'entreprise et leur mise en œuvre (III)
Discussion sur l'accès au financement (III)	Agro-écologie (II) et développement de l'agro-écologie
Discussion sur le changement climatique	Changement climatique (III)
Travail de groupe /World café	Politique et plaidoyer en général et méthodologies (IIII) - comment les organisations paysannes peuvent mieux s'engager avec le gouvernement sur les questions politiques.
Importance de la collecte de données	Amélioration de la collecte des données
Discussion sur les plans d'entreprise et les services aux membres (III)	Accès direct au financement pour les petits exploitants agricoles
Proposition au FIDA de canaliser les financements directement vers les organisations paysannes, au lieu de passer par des institutions financières intermédiaires.	Accès au financement
	Mesures d'atténuation des typhons et autres risques climatiques
	Commercialisation des produits agricoles

En outre, après l'événement, une session d'évaluation a été organisée avec l'équipe organisatrice (PAFO-FIDA) et les

organisateurs des différentes sessions afin de réfléchir à ce qui a bien fonctionné et à ce qui pourrait être amélioré pour les futurs événements de gestion des connaissances.

Ce qui s'est bien passé	Ce qui pourrait être amélioré
Les points focaux de toutes les OPRs et le comité d'organisation ont bien collaboré à l'organisation de l'événement.	La participation à distance a été très difficile en raison de l'absence d'une connexion Internet stable.
Grande visibilité de l'événement - avec de fortes contributions de la PAFO, ROPPA et PROPAC, principalement par le biais des médias sociaux.	L'utilisation de la place de marché n'a pas été optimisée
Logistique très bien organisée, tout s'est déroulé avec fluidité	Respect des délais pour le contrat institutionnel et le premier déboursement
L'intérêt d'un événement interrégional - incluant également l'Asie - était élevé. Accroît le partage des connaissances.	Certains billets d'avion n'ont pas été utilisés, ce qui est dommage car, d'autres personnes auraient pu participer
Plusieurs organisations ont payé pour pouvoir participer	Participation des gouvernements et des donateurs
Organisation du conseil d'administration de la PAFO, en même temps que l'événement, ce qui a permis aux OPs de participer en grand nombre à l'événement.	

VI. Conclusions et perspectives d'avenir

En conclusion, l'événement de gestion des connaissances FO4ACP organisé par l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) à Kigali, au Rwanda, a été un succès. L'événement a réuni un grand nombre de participants et s'est concentré sur six domaines thématiques clés. Les discussions ont mis en évidence les difficultés rencontrées par les petits paysans, pour accéder au financement et l'importance du renforcement des capacités et du plaidoyer dans la lutte contre le changement climatique et la résilience. L'agro-écologie a été identifiée comme une approche prometteuse de l'agriculture durable, mais elle nécessite un financement, un plaidoyer et une attention particulière aux questions sociales et environnementales. Le rôle des organisations paysannes (OP) dans l'engagement politique a été souligné, en mettant l'accent sur des questions telles que les barrières linguistiques, la durabilité et la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques. Les approches inclusives dans les activités de FO4ACP ont mis en évidence les principaux défis auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes dans le secteur agricole et ont proposé des solutions.

Dans toutes les sessions, le rôle clé des organisations paysannes pour s'engager dans la politique et le plaidoyer a été souligné. Pour que toute bonne pratique puisse être reproduite et étendue, l'environnement favorable doit être garanti, afin d'améliorer l'accès au financement, d'étendre l'agro-écologie et les pratiques résistantes au climat, d'assurer la croissance des plans d'affaires et de veiller à ce que les voix des paysans soient représentées dans les dialogues à tous les niveaux.

En outre, les possibilités de mise en réseau et les échanges entre les différentes régions ont apporté une plus value aux discussions techniques. De nouvelles perspectives ont ainsi été apportées par d'autres organisations, et les participants ont pu faire connaissance et se connecter pour continuer à échanger après l'événement.

La voie à suivre

Le présent rapport général a été élaboré sur la base des rapports de chacune des sessions. Avant d'être finalisé, le rapport a été distribué à l'équipe organisatrice et aux organisateurs des sessions afin de s'assurer que les éléments clés de chaque session sont bien reflétés et que les principales recommandations et leçons tirées de l'expérience sont incluses.

Au cours de la discussion sur l'examen après action, les participants ont également décidé qu'il serait important de

travailler sur une publication qui inclut toutes les études de cas qui ont été présentées avec des informations détaillées et dans un format harmonisé pour capturer la richesse des expériences dans les différentes régions. La PAFO, le FIDA et AgriCord ont convenu de veiller à ce que cette publication soit conjointe.

Après la publication du rapport et de l'étude de cas, les échanges se poursuivront par le biais de la communauté de pratique en ligne FO4ACP Dgroups. Les participants à l'événement qui ne faisaient pas encore partie du groupe ont été invités à rejoindre le Dgroup.

Il a été recommandé d'élaborer un document de deux pages comprenant les besoins du programme FO4ACP, sur la base des résultats des sessions, ainsi que les principales recommandations et la manière dont elles peuvent être mises en œuvre.

Une enquête de suivi sera organisée six mois après l'événement afin de vérifier auprès des participants les informations partagées et les mesures prises à la suite de l'événement.

VII. Annexes

1. Liste des études de cas reçues en préparation de l'événement (qui seront incluses dans une publication à venir)

Cas présentés dans l'événement de gestion des connaissances

S/N	Titles	Organization	Country
1	Local chicken breeding, income sourcing	FIFATA	Madagascar
2	Programme des organisations paysannes d'Afrique	CNOP-CONGO	CONGO
3	Presentation de la fédération nationale des producteurs de lait du Mali	FENALAIT	Mali
4	Presentation de l'expérience de la CAPAD sur le développement des relations d'affaires	CAPAD	Burundi
5	Amélioration de la qualité de lait Produit par les adhérents de la coopérative	UMA	Maroc
6	Initiatives on Climate Resilient Farming	AFA	Asia
7	Farmers' guide to climate-smart & sustainable cropping practices in the Pacific islands	PIFON	Pacific
8	Engagement politique & plaidoyer des OP	ROPPA	West Africa
9	Opportunities for strengthening policy advocacy: Building dialogue spaces and fostering cooperation	PROCASUR	Latin America
10	Bringing Agriculture and Politics Together	LENAFU	Lesotho
11	Protection et amélioration des populations d'abeilles locales et leurs résiliences au dérèglement climatique	ANAP	Alger
12	Climate Change & Resilience	Farm Support Association	Vanuatu

2. Références (lien vidéo ; lien Google drive)

- a. Google Drive : un drive a été créé spécifiquement pour l'événement afin de rassembler tous les documents préparatoires ainsi que les présentations et publications partagées lors de l'événement https://drive.google.com/drive/folders/1egrMfzFIAGHNefe-aA2oPEB8T8nnMnFW?usp=share_link

- b. Lien vers l'enregistrement de l'événement : <https://we.tl/t-qEEkaodHk>
<https://we.tl/t-7nHvRPLQq1>

3. Liste des participants en présence

PAFO Pan African farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

FO4ACP
FO4ACP
Date 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT
REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (M/F)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	Fonia Kaza	Interpretation team	F	✓	Interpreter	Rwanda	fonia.kaza@gmail.com	[Signature]
2	Almasa B. Tugana	Bel Congo	M		Interpreter	Rwanda	almasa.tugana@gmail.com	[Signature]
3	Clément Ndayishimiye	Bel Congo	M		Interpreter	Rwanda	clément.ndayishimiye@gmail.com	[Signature]
4	Kazo Rora		M		Interpreter	Rwanda	kazo.rora@gmail.com	[Signature]
5	Mucama Hubert	R.C. habitant	M		Technician	DRC	hubert.mucama@gmail.com	[Signature]
6	Seth MURINDUKWA		M		Tech	Rwanda	seth.murindukwa@gmail.com	[Signature]
7	CHUZORO Innocent	Impressionist	M		Photographer		chuzoro.innocent@gmail.com	[Signature]
8	IYONJENGA Samuel	Camera op	M		Camera		iyonjennga.samuel@gmail.com	[Signature]
9	MUKIZI Olivier		M		Cam Op	Rwanda	olivier.mukizi@gmail.com	[Signature]
10	ROGER MASHINDA		M		Doc	Rwanda	roger.mashinda@gmail.com	[Signature]

PAFO Pan African farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

FO4ACP
FO4ACP
Date 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT
REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (M/F)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	Oliver Jato	PIFON	M	✓	Field technician	Vanuatu	oliver.jato@gmail.com	[Signature]
2	JACQUES MURBERE MASINDA	SBIT/EAFF	M	✓	Secretary	DRC	jacques.murberem@gmail.com	[Signature]
3	Talatu Nassou	ROPPAF	M			Xepher	talatu.nassou@gmail.com	[Signature]
4	VALENTINA SAUVE	PROCASOR	F	✓	Coordinator	KENYA	valentina.sauve@gmail.com	[Signature]
5	BENITO ELIASI	SARZAN	M		DM	Switzerland	benito.eliasi@gmail.com	[Signature]
6	FEDERICO MUBO	IFAD	M	NO	Advisor	ITA	federico.mubo@gmail.com	[Signature]
7	YELU Olivier Sader	PROPAC	M		ChL	Congo	yelu.olivier@gmail.com	[Signature]
8	MABARI Francis Yasin	EAFF	M		CEO	Peru	mabari.francis@gmail.com	[Signature]
9	Ferdinand Rina	UNWASH	F		CEO	Tunisia	ferdinand.rina@gmail.com	[Signature]
10	BOUWANI Mohamed	UNWASH	M		CHAIR	TAROL	bouwani.mohamed@gmail.com	[Signature]

Date: 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (M/F)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	AKHAKWU JORFIE	PROFAM	F	+35	CDP	Cameroon	profam@profam.org	
2	Leiz Jeanine	FAO	M		Specialist	Senegal	leiz.jeanine@fao.org	
3	Joseph Sibus	ACFT	M		MS	Kenya	acft@acft.or.ke	
4	Long Mungu	APB	F		Ag. Insp.	Kenya	long.mungu@apb.or.ke	
5	Kalpana Jadhav	PAFO	M				kalpana.jadhav@pafonetwork.org	
6	STANLEY BOGA	SACAU	F		Member	Senegal	stanley.boga@sacau.org	
7	Christine Bamba	PAFO	M		CEO	Senegal	christine.bamba@pafonetwork.org	
8	Agathe Ndiaye Youssou	UNEP/FAO	F		Director	Senegal	agathe.n@unep.org	
9	Lucy Brindley	FAO	M		Chair	Kenya	lucy.brindley@fao.org	
10	Mulambo Gwandu	PAFO	M		Manager	Kenya	mulambo.gwandu@pafonetwork.org	

Date: 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (M/F)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	Christine Ntantaha	FAO	F		MPP	Senegal	christine.ntantaha@fao.org	
2	Francois O. Mub	PAFO	M	35	Member	Senegal	francois.mub@pafonetwork.org	
3	Leila Glay	PROFAM	M	45	PROFAM	Senegal	leila.glay@profam.org	
4	TRAORE Estelle	ROTA	F		Expert de la nutrition	Senegal	estelle.traore@rota.org	
5	Mouhammadou bin Alyel	UMNACAPM			Participant			
6	Kilanganyira John	PAFO	M	✓	CDP	Kenya	john.kilanganyira@pafonetwork.org	
7	Yvonne Ouedj Jansen	FAO	F		John	Senegal	yvonne.jansen@fao.org	
8	Joshua Mwangi	PAFO	F		Intern	Kenya	joshua.mwangi@pafonetwork.org	
9	Sindandi Kumbaga	PAFO	M					
10	MARCO MARGO JAIN	UNEP/FAO	M		CDP	Kenya	marco.margo@unep.org	

KATIA VUNA MARCO F no PAFONetwork
Director kafia.vuna@pafonetwork.org



Pan African farmers' organization
 Organisation panafricaine des agriculteurs
 (الاتحاد الأفريقي للمزارعين)

FO4ACP

FO4ACP
 (The Global Knowledge Management Event)

Date 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (MF)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	ERANVAL Emy	IFAD	F		Specialist	Cote d'Ivoire	erav@ifad.org	[Signature]
2	Alice Van de Elstener	IFAD	F	\	FO4ACP	Italy	a.vandee@ifad.org	[Signature]
3	DREM-Franc SOSTINE	PROFAC	M	>	Coord.	Cameroon	dremfranc@gmail.com	[Signature]
4	MARIA LIWIBA	PIFON	F	>	PRÉSIDENT	PNG	marialiwiba@gmail.com	[Signature]
5	Angela BREN	PIFON	F		Président	Fiji	angela@pifon.org	[Signature]
6	ZAWADI YITHUMBIRA	EAFF	F	<	IOFCAO GEO	DRC	zawadi@eaff.org	[Signature]
7	KAVIRA KAPITULA	EAFF	F	<	IOFCAO PCA	DEC	kavira@eaff.org	[Signature]
8	Samba Benda Niang	UNHAGRI	H		SG FPA	Haute Volta	samba@unhagri.org	[Signature]
9	CADAMUENI JANE	Tunisi	H	>	ambassadeur	Burkina Faso	cadamueni@tunisi.org	[Signature]
10	Guidance Lassani	USPAC	H	>	Président	Burkina Faso	guidance@uspac.org	[Signature]



Pan African farmers' organization
 Organisation panafricaine des agriculteurs
 (الاتحاد الأفريقي للمزارعين)

FO4ACP

FO4ACP
 (The Global Knowledge Management Event)

Date 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (MF)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	MUSINE Zivouch	INSTARACA	D	>	Program manager	Rwanda	musine@instaraca.org	[Signature]
2	NARWENDE J. N. N. N.	INSTARACA	M	>	Secretary General	Rwanda	narwendej@instaraca.org	[Signature]
3	MUKASHYAKI Chantal	INSTARACA	F	>	CTF	Rwanda	chantal@instaraca.org	[Signature]
4	Noruphin SILEK	ESWU SACAW	F	=	COM	Kenya	noruphin@eswu.org	[Signature]
5	KUYAWERA Xavir	PROFAC	M	>	SEY	CAMEROON	xavir@profac.org	[Signature]
6	Elizabeth Nsimulizi	EAFF	F	>	Président	Uganda	elizabeth@eaff.org	[Signature]
7	SEZI BERA PAUL	EAFF	F	>	CGE	Rwanda	sezi@eaff.org	[Signature]
8	JAMARI SERASSIE	IFAD	M		CD	Rwanda	jamari@ifad.org	[Signature]
9		CSA	M		Deal	Belgium	jamari@csa.org	[Signature]
10	Mamokoro Nansi	SACAW	F	<	manager	Lesotho	mamokoro@sacaw.org	[Signature]



Farmers' organization
Organisation paysannière des agriculteurs
الجمعية الفلاحية للمزارعين

FO4ACP

FO4ACP
FO4ACP

Date 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (MF)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	NDIAYE Ousmane	Agri Cord	M	✓	DG	Senegal	ousmane.yaye@gmail.com	
2	Emmanuel Ngalbe	PAFF	M	✓	FP	USA	ngalbeemmanuel@gmail.com	
3	Danggas Hama	PROFAC	M	✓	CD	R.C.A	danggas.hama@gmail.com	
4	Daniel MATARDA	PIFON	M		Rep	Cote d'Ivoire	daniel.matarde@gmail.com	
5	Lukas HADASCH	Agri Cord	M	YES		Belgium/Gem.	lukas.hadasch@gmail.com	
6	Siti Qidari	KOPPA	F	YES	MC	Indonesia	siti.qidari@gmail.com	
7	Artha Gustanti	Agri Cord	F	✓	Executive	Senegal	artha.gustanti@gmail.com	
8	Imilia Gustanti	KOPPA	F	✓	Executive	Maldives	imilia.gustanti@gmail.com	
9	ATANGA MA CLOUARDI	PROFAC	M	✓	Coordinator	Guinea	atanga.ma@gmail.com	
10	Dusseynot KA	KOPPA	M		Rep	Senegal	dusseynot.ka@gmail.com	



Farmers' organization
Organisation paysannière des agriculteurs
الجمعية الفلاحية للمزارعين

FO4ACP

FO4ACP
FO4ACP

Date 16/05/2023

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (MF)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	Jean Charles Nussinger	RDA	M	✓	Chief Executive	Rwanda	jeancharles.nussinger@gmail.com	
2	Daniela Hama	The New Farmers	F	✓	Executive	Rwanda	daniela.hama@gmail.com	
3	Kangirwa S Paul	PROFAC	M	✓	Executive	Rwanda	kangirwa.s.paul@gmail.com	
4	Desi Jeanne Giceli	PROFAC	F	✓	Reporter	Rwanda	desi.jeanne.giceli@gmail.com	
5	KAMEZI Jean Marie		M	✓	Reporter	Rwanda	kamezi.jm@gmail.com	
6	TALIBU ADONIS	KOPPA	M		Executive	Senegal	talibu.adonis@gmail.com	
7	Clémence Nkomo	PROFAC	F	✓	Executive	Rwanda	clémence.nkomo@gmail.com	
8	Maria Isidore Nkomo	PROFAC	F	✓	Reporter	Rwanda	maria.isidore.nkomo@gmail.com	
9	Maria Louise Nkomo	PROFAC	F	✓	Reporter	Rwanda	maria.louise.nkomo@gmail.com	
10	Victorine Nkomo	PROFAC	F	✓	Reporter	Rwanda	victorine.nkomo@gmail.com	

FO4ACP GLOBAL KNOWLEDGE MANAGEMENT EVENT

REGISTRATION LIST

No	Name and Surname	Organization	Gender (MF)	Below 35	Position	Country	Email	Signature
1	YVES KAMUKO	ATA	F		Executive Officer	INDONESIA	yves.kamuko@ata.or.id	[Signature]
2	Ariel Andriana	TEA of Juba Gov	M		MP Advisor	SIERRA LEONE	ariel.andriana@tea.gov.sl	[Signature]
3	Sandra Alinea Vargas	JICA Org	F	✓	Technical	Sp. Don	sandra.alinea@jica.go.jp	[Signature]
4	ATANSONA GO	PROPAC	M	✓	Member	COTE D'IVOIRE	atansona.go@propac.org	[Signature]
5	MURIEL TUMUHIRE	EAFF	M	✓	PM	KENYA	muriel.tumuhire@eafrica.org	[Signature]
6	MORBO SIDRE	FAHAF	M	-	Technical Officer	MALI	morbo.sidre@fahaf.org	[Signature]
7	Karen Fernandez	EAFF	F	-	Chairperson	Senegal	karen.fernandez@eafrica.org	[Signature]
8	Dimitri Vanj	FAIP	M		Advisor	ANGOLA	dimitri.vanj@faip.org	[Signature]
9	Osby Barro	FAIP	M	-	Head of Mission	Tanzania	osby.barro@faip.org	[Signature]
10	FANTAZIENDA KENYUWA	SACAU	F	+	Head of Office	INDONESIA	fantazienda@saicau.com	[Signature]

4. Aperçu de la communication et de la visibilité de l'événement KM (vidéos, médias sociaux et articles de presse)

a. Articles

- <https://umusemburo.com/i-kigali-hagiye-kongera-guteranira-inama-mpuzamahanga-yabahinzi-naborozi/>
- <https://umusemburo.com/imihindagurikire-yikirere-no-kutabona-inguzanyo-zimwe-mu-mbogamizi-zabahinzi-bato/>
- <https://greenhandsinfo.com/la-2nde-moitie-de-sa-mise-en-oeuvre-lancee/> : TITRE
- <https://lecanape.rw/kigali-pafo-les-defis-a-lagriculture-africaine-discutes/>
- <https://flash.rw/2023/05/17/kigali-abahinzi-bo-muri-fo4acp-ku-rwego-rwisi-bari-kwiga-ku-bisubizo-byibibazo-bidindiza-iterambere-ryubihinzi/>
- <https://www.kigalitoday.com/ubuhinzi/ubuhinzi/article/abahinzi-babangamiwe-bikomeye-n-imihindagurikire-yikirere#.ZGTViAlzXLs>
- <https://brightafrica.rw/index.php/2023/05/17/sg-ingabire-ikibazo-cyimihindagurikire-yikirere-giteye-inkeke/>
- <https://yenkasa.org/event-global-knowledge-management/>
- <https://amahumbezinews.rw/farmers-are-seriously-threatened-by-climate-change/>
- <https://www.newtimes.co.rw/article/7591/news/agriculture/research-innovation-key-to-sustainable-agriculture-in-africa-experts>
- <https://ubumwe.com/ubuhinzi-muri-afurika-buracyafite-ibibazo-byinshi/>
- <https://www.igihe.com/amakuru/u-rwanda/article/ese-abahinzi-borozi-bafite-amakuru-ku-nguzanyo-na-serivisi-z-imari-bakeneye>

b. Videos

- Video Day 1 : <https://bit.ly/3Jdpcj5>
- Video Day 2 : <https://bit.ly/3JipvZl>
- Video Day 3 : <https://bit.ly/3p56JhP>
- Wrap-up Event <https://bit.ly/3CNBaMM>

- Video Highlight <https://bit.ly/3J6MhUp>
- Facebook: [Pan African Farmers Organisation](#)
- Facebook : [Farmers' Organizations for Africa, Caribbean and Pacific- fo4acp](#)



AGRICORD



Procasur
Harvesting Innovations, Spreading Opportunities



IFAD
Investing in rural people



Panafrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

📍 Kibagabaga, KG25 Ave, kimironko -Rwanda
Kigali - Rwanda

☎ (+250) 733202069 / 733202070

✉ info@pafo-africa.org

